

Franstalig Complexité d'un plus petit commun dénominateur

L'amorce d'analyse présentée ici est celle de Louis Dieltjens, un intellectuel louvaniste, avec, en contrepoint, celle d'Aline Christiaens, une Bruxelloise néerlandophone, en dialogue avec un membre de la rédaction de La Revue nouvelle, Paul Gérardin. Le point de vue exprimé ainsi n'est certes pas représentatif de l'image que le Flamand moyen se fait des francophones et de l'incidence des enjeux linguistiques et culturels dans le devenir de la Belgique. Il constitue néanmoins un apport très éclairant. En termes lukacsiens, on dirait qu'au-delà de la « conscience réelle », il exprime en effet la « conscience possible » d'un avenir commun.

ALINE CHRISTIAENS, LOUIS DIELTJENS ET PAUL GÉRADIN

DE LA LANGUE AUX PEUPLES

Louis Dieltjens : « Francophone » ? pour un Flamand, c'est une question complexe. Ce qui ressort d'abord, c'est le grand attrait pour un pays, la France et une culture à rayonnement mondial. Beaucoup de Flamands le partagent.

Aline Christiaens : Mais cet attrait présuppose une connaissance de la langue. Or, les jeunes Flamands parlent de moins en moins français et ont les yeux tournés vers la culture anglophone. Par ailleurs, l'attrait va de pair avec l'éloignement. Ma mère était désignée à Bruxelles comme « la femme qui élève ses enfants en flamand ». J'étais énervée quand on me regardait comme une malpropre ou on m'ignorait parce que je ne parlais pas français. Et cela m'impatientait encore quand les Flamands parlent automatiquement en français à Bruxelles. Donc, c'est peut-être épidermique, mais mon attrait a été mis à l'épreuve de la réalité concrète des relations...

Louis Dieltjens: Quand je parle d'admiration pour la langue, la culture, elle s'adresse aussi à un peuple. Mais il s'agissait du peuple français et pas tellement des francophones de Belgique. La fascination par le côté brillant de la culture et de la civilisation françaises allait de pair avec la difficulté de ma génération à se situer par rapport à l'inégalité politique et culturelle en Belgique. Cette expérience est centrale dans mon histoire, mais n'a pas empêché mon admiration pour la langue française.

Paul Gérardin: Dans ces propos, il s'agit de la langue comme moyen de communication, pas des gens. « Francophone » cela semble être une notion un peu abstraite. Comme si les Flamands appréciaient le «-talig » comme associé à « Frans- », mais en mettant la collectivité humaine à laquelle il appartient et le paysage où il habite entre parenthèses. Qu'il soit Gantois, Bruxellois, Borain, Hutois, peu importe ! Il est « francophone », un être dépouillé d'identité consistante...

FRANCOPHONES EN CHAIR ET EN OS

Louis Dieltjens: Non, l'admiration portait quasi exclusivement — dans mon cas — sur le français et la France. C'est vrai que le clivage politique a empêché les Flamands de connaître mieux les francophones de Belgique.

Aline Christiaens: Lors de ma visite de l'exposition « Wallonie, ce pays curieux », le guide disait que le terme « Wallon » n'existe que depuis 1848. J'ai des amis picards. Franchement, la mentalité n'est pas celle des Liégeois. « Les Wallons » ? Je n'ai pas d'idée de ce que c'est.

Louis Dieltjens: Un facteur qui a joué, c'est que la Wallonie était aussi terre de vacances pour les Flamands, avec une rencontre sans mixage des communautés, comme c'est aussi le cas à la côte pour les francophones.

Dans mon développement intellectuel, j'ai quand même été éveillé à un intérêt pour la Wallonie, mais en tant qu'adulte déjà. C'est venu avec l'orientation politique à gauche des années soixante. Dans ma jeunesse, j'avais été touché par les idées flamingantes. La découverte de la Wallonie, à travers sa classe ouvrière, date de plus tard, en même temps que celle de la question sociale. Quant à la connaissance de la culture francophone de Belgique, l'évolution fut progressive. Elle commença évidemment par la lecture des écrivains francophones de Flandre, et s'est prolongée avec des œuvres littéraires comme celle de Conrad Detrez, notamment *Les plumes du coq* qui évoquait la Wallonie rurale. Puis il y a eu Pierre Mertens, Amélie Nothomb et d'autres puis, dans l'étonnement, la découverte importante des films des frères Dardenne.

Aline Christiaens: Il s'agit de l'itinéraire d'un intello... On peut douter que le Flamand moyen ait découvert la Wallonie grâce à Conrad Detrez ! Une autre expérience est d'avoir épousé un Wallon, d'avoir été avec lui à La Louvière, de vivre à Bruxelles comme une hybride que maints francophones

traitent de flamingante alors que les Flamands ne la considèrent pas comme une des leurs.

Louis Dieltjens: Oui, en même temps qu'on se sentait plus proche de la Wallonie populaire, héritière d'un prolétariat industriel militant, il y avait toujours le côté francophone de Bruxelles, qu'on associait au FDF, avec une certaine aversion.

LE NŒUD BRUXELLOIS

Aline Christiaens: Ce discours est dépassé. On n'en est plus au combat des années septante. Actuellement, à Bruxelles, il y a plus d'étrangers — immigrés, eurocrates, etc. — que d'« autochtones ». On pourrait donc expérimenter pour la capitale ce qui est en voie de réalisation dans l'« eurodistrict Lille-Courtrai-Tournai ». L'avenir est au dépassement des clivages territoriaux, à la constitution de réseaux à base d'échanges culturels, d'organisation de la mobilité, de stratégies environnementales, de politiques concertées. À l'heure où le RER va rattacher Nivelles et Alost, qu'on en profite, dans les quelque quarante-cinq communes ainsi reliées, pour favoriser un brassage qui fasse unité. Si tout le monde en bénéficie au point de vue socioéconomique et culturel, personne ne va dire « c'est à moi, c'est à toi ». Dans ces conditions, je ne pense pas que les francophones puissent encore se permettre de cultiver l'image d'une Belgique unie autour du drapeau. La Belgique de papa n'existe plus.

Louis Dieltjens: Quand même, il ne faut pas sous-estimer le facteur linguistique...

Paul Gérardin: Si on considère uniquement la Wallonie, l'enjeu est en gros similaire à celui de la Flandre. Certes, le contexte est très différent, mais il y a globalement coïncidence entre une langue et un territoire. Le problème est de valoriser cet espace. Toute autre est la situation de Bruxelles: une langue majoritaire, mais qui est loin d'être la seule, avec une grande pluralité culturelle. La distinction entre trois Régions a une certaine évidence, mais « Communauté française », comment est-ce que cela résonne pour des oreilles flamandes ?

Aline Christiaens: En tout cas pas comme une grande entité dans laquelle on englobe Bruxelles. C'est inacceptable historiquement, tout comme d'ailleurs de considérer que Bruxelles est encore un territoire flamand. La situation n'est plus 90 % de francophones pour 10 % de Flamands. C'est surtout l'existence d'une communauté diversifiée qui fait le dynamisme de Bruxelles. Il y a tellement de gens parlant le français, le néerlandais, l'anglais ou l'arabe qui n'ont rien à faire de la querelle Flamands-francophones !

À LA RECHERCHE DU DÉNOMINATEUR COMMUN

Paul Gérardin: Dans ce contexte, comment penser le dénominateur commun francophone, qui est quand même statistiquement majoritaire à Bruxelles? C'est vital pour l'enseignement, les médias, la culture. La difficulté, c'est qu'il n'y a pas moyen de réfléchir en termes d'une identité territoriale et culturelle englobante des francophones, alors qu'en même temps ils sont reliés par des enjeux essentiels.

Louis Dieltjens: Le texte préparatoire de *La Revue nouvelle*, procédant de la proposition que les Wallons et les Bruxellois conçoivent leur avenir politique sans le soumettre au cadre belge actuel et aux relations conflictuelles avec la Flandre, fait référence à une vision « autonome » seule capable d'assurer un avenir aux habitants. Le choix des mots est assez choquant pour un Flamand. Même si le texte n'exclut pas l'idée d'une Belgique refondée, il relève quand même de l'idée d'une entité francophone dans laquelle, sans plus, on englobe Bruxelles. Cela résonne un peu comme « Cette ville est à nous, c'est à nous de la gérer. »

Aline Christiaens: Oui. « Les Flamands de Bruxelles sont à nous, on va les protéger comme minorité ». Comme Flamande de Bruxelles, je verrais d'un très mauvais œil d'être rattachée à une entité Bruxelles-Wallonie, tout comme d'ailleurs à une entité Bruxelles-Flandre.

Louis Dieltjens: Cette idée « annexionniste » est-elle répandue parmi les francophones ?

Paul Gérardin: La reconnaissance de trois Régions à part entière est acquise. Si on se limite à la Wallonie et Bruxelles, elles ont des institutions et des projets politiques propres. Mais cela ne va pas sans ambiguïté dans les esprits. Jusqu'où Bruxelles est-il à concevoir comme ensemble interculturel spécifique ou comme englobé dans la francophonie ?

Louis Dieltjens: C'est le projet du FDF, l'axe Wallonie-Bruxelles. Or, en Flandre, même le parti le plus séparatiste, la N-VA, ne veut pas céder sur Bruxelles. Seuls quelques intellectuels minoritaires ont tourné cette page. Ils considèrent que, les francophones étant majoritaires à Bruxelles, si la Flandre veut devenir indépendante, elle doit leur céder cet espace. Mais l'écrasante majorité des Flamands considère comme hostile l'idée — présente entre les lignes de votre texte — du modèle Wallonie-Bruxelles.

Paul Gérardin: En tout cas, on peut concevoir les choses autrement. Il faut allier la nécessité d'un trait d'union ferme entre la Wallonie et Bruxelles pour ce qui concerne les « biens communs » francophones à la reconnaissance de trois Régions à part entière. Chacune de celles-ci est composite avec des alliages divers. La Flandre, avec sa minorité francophone; la Wallonie, avec la Communauté germanophone; Bruxelles, multiculturelle, en relation à la francophonie, mais aussi à la Flandre. Et chacune de ces Régions, à des degrés divers, comprenant une part de population allochtone. Dans cette perspective,

en ce qui concerne la « transversalité » francophone, il me semble que le projet politique dont il est question dans le texte de départ de *La Revue nouvelle* ne passe pas nécessairement par la création d'une super-entité politique qui chapeaute Wallonie-Bruxelles. La question, c'est : de quels outils se doter pour répondre aux besoins culturels de gens par ailleurs localisés dans deux régions très différentes ?

« TREK UW PLAN »

Louis Dieltjens : Ce problème n'est pas prioritaire pour les Flamands ; c'est aux francophones de le résoudre. Pour le moment, il y a en Belgique francophone la Communauté et les deux Régions, et on applaudit plutôt le fait que Demotte devienne président à la fois de la Région wallonne et de la « Communauté francophone ». C'est un premier pas.

Aline Christiaens : Moi, je dis : « Trek uw plan. » Les Flamands ont fait un gouvernement pour leur Région et s'occupent aussi des Flamands de Bruxelles pour tout ce qui concerne les questions personnalisables. Quelque chose du même genre peut se faire pour les francophones de Bruxelles. Certes, les différences sont grandes. Les francophones sont majoritaires à Bruxelles. Mais de là à aller jusqu'à en faire une unité où les Flamands de Bruxelles sont incorporés dans la francophonie, fût-ce avec un statut de minorité, c'est imbuvable.

Louis Dieltjens : Les francophones vivent une crise d'identité face aux revendications flamandes. On le comprend, c'est un électrochoc. Mais que « les Flamands veulent la fin de la Belgique », cela relève du fantasme. En Flandre, ce sont surtout des facteurs électoraux (les aléas du cartel CD&V/N-VA) qui ont joué. Ce qui est vrai, c'est que l'attitude des francophones pendant la négociation — leur refus de vouloir parler — a produit quelque chose de très étrange en Flandre. Des gens qui jusqu'à récemment, n'avaient pas le réflexe flamingant ont été gagnés par des positions assez fermes sur les problèmes communautaires. Une sorte de clivage s'est installé. La position des partis francophones a été contreproductive. Ils n'ont pas compris que ce qui s'est passé en Flandre n'était pas menaçant. Mais cela pourrait le devenir s'ils persistent dans leur position défensive.

DU VIN NOUVEAU POUR DE NOUVELLES OUTRES

Aline Christiaens : On se concentre sur « fini la Belgique » sans se donner la peine de discuter de la dimension européenne de cette vision. (De Wever, lui, le fait bien, il faut l'admettre.) On trouve cette citation, maintes fois raturée, sur une statue d'August Vermeylen : « Om iets te zijn, moeten we Vlamingen zijn. » L'homme politique socialiste était en avance sur son temps. Cependant, à l'heure actuelle, il est clair qu'on doit être Européen et que les

querelles de basse-cour sont dépassées. Au « Bruxelles, ville francophone » répond le « Bruxelles ville à minoriser et contrôler » des archéo-Flamands. On a affaire à une espèce de pacte entre des adversaires qui sont les uns et les autres tributaires d'une vision dépassée. À ce sujet, Bart Dirks, un journaliste hollandais qui a été pendant cinq ans correspondant du *Volkskrant* pour la Belgique et Bruxelles, tient des propos lucides¹. Concernant les Flamands. « Je crains que la Flandre verse encore davantage dans une perception limitée. Par exemple, je ne puis me défaire de l'idée que bon nombre de Flamands considèrent Bruxelles comme une ville étriquée et, après leurs études — à Louvain ou ailleurs — préfèrent retourner dans leur lieu natal, là où leur père a construit une maison pour eux. » Et, concernant les francophones: « Les francophones ne peuvent continuer à s'extasier devant la Belgique et, en même temps, à lever le nez face au néerlandais et à la Flandre. »

Louis Dieltjens: Le texte de *La Revue nouvelle* se meut encore quelque peu dans cette ancienne vision. On veut faire réagir, c'est vrai, mais on n'exclut pas la naissance d'un pays « francophone ». Est-ce parce que cette vision a un impact au sud de la Belgique ?

Paul Gérardin: Elle traîne dans les esprits. Les idées ne sont pas claires, mais il me semble que les gens ne se donnent pas la peine d'une véritable réflexion à ce sujet, puisqu'ils ne veulent pas la fin de la Belgique. L'objectif de la revue est ici de questionner cette vision pétrie de sens commun, qualifiée d'« art d'accommoder les restes ».

Louis Dieltjens: Il me semble que, pour les francophones, l'attitude qui consiste à voler de ses propres ailes est plus intelligente que le « non » catégorique qui a conduit au blocage. Quels choix leur sont ouverts ? Le freinage, face à un vis-à-vis qui réclamera toujours plus ; l'acceptation d'une logique confédéraliste, en faisant leur propre projet ou dans l'espoir que le courant nationaliste flamand s'adoucisse ? Un troisième choix serait celui d'une nouvelle Belgique, inédite. Mais il requiert réflexion et capacité de proposition.

PESSIMISME DE L'INTELLIGENCE, OPTIMISME DE LA VOLONTÉ

Louis Dieltjens: Quelle est la plus-value de la Belgique actuelle ?

- Le coût de la séparation : trop de problèmes et de nœuds à trancher, en particulier le problème Bruxelles.
- La contiguïté : la multiplicité des contacts spontanés et devenus quasi naturels.
- Les réseaux économiques sous l'égide d'un État connu dans le monde.
- Un passé commun dans lequel on peut puiser, avec des solidarités (par exemple, l'histoire du mouvement ouvrier belge) et des compromis
- Un certain cosmopolitisme, notamment à Bruxelles, dans la classe la

¹ B. Dirks, « België bestaat-Cultuurwijzer van een gespleten land », Bert Bakker, 2008, cité dans *Brussel deze week*, 2 mars 2008, p. 3.

mieux éduquée et chez des artistes et qui se comprennent, se sentent belges et fiers de l'être : la « belgitude » au meilleur sens du terme.

Qu'est-ce qui plaide contre la Belgique ?

- L'essor culturel flamand, suivi de l'essor économique de la Flandre. Le boom qui branche sur l'économie mondiale alimente en même temps le particularisme d'une partie de la classe moyenne flamande, des politiques et d'un média influent, VTM.
- Le fédéralisme actuel a créé un clivage qui s'auto-entretient.
- Le déclin économique de la Wallonie.
- Le désintérêt toujours trop important des francophones belges à l'égard de la langue néerlandaise et de la culture flamande. Il est vrai que le climat est nettement plus favorable qu'il y a vingt ou trente ans, surtout à Bruxelles. Mais l'évolution est lente, je crains qu'elle soit trop lente. Dans certains cas, l'évolution va même dans l'autre sens, par exemple, dans l'enseignement secondaire en Wallonie où de moins en moins d'élèves choisissent le néerlandais comme deuxième langue.

Au total, je suis donc assez pessimiste. Et il me semble que les fossoyeurs de la Belgique ne sont pas les Flamands. Les francophones ont toujours eu tendance à vouloir qu'on s'adapte à eux. Et je les comprends, en un sens. Pourquoi apprendre une langue minoritaire quand on en parle une à rayonnement mondial ? Sauf dans quelques cas très exceptionnels, cela ne s'est jamais produit dans l'histoire. La Belgique a vécu tant que les Flamands étaient préparés à apprendre le français. Maintenant, les jeunes générations regardent ailleurs et leur Région est capable de se gouverner. Ils se demandent, plus exactement une partie de plus en plus grande se demande « Pourquoi rester avec ces francophones ? ».

Pourquoi ? On pourrait répondre : en raison du caractère hybride qui fait partie de notre identité. Mais la survie n'est pensable que moyennant le déclin de l'ancienne vision et la maturation d'un projet pour une Belgique future.

Quels en seraient les axes ?

- Une connaissance minimale (« working knowledge ») de la langue de l'autre Communauté.
- La mise en place d'institutions et la création de réalisations biculturelles.
- Le renforcement des liens économiques entre le Nord et le Sud du pays.

Je crains que cela reste un rêve car aucune « grande culture » n'a montré cet intérêt pour une « petite ». Mais qui sait ? L'improbable peut arriver moyennant la volonté de minorités actives. Ce qui est certain, c'est que la réalisation d'un tel projet inédit serait un modèle pour l'Europe. ■